

Mutinerie

Serrez vos ceintures et en avant... marche!

Alors que les marchés boursiers se dirigent vers l'effondrement, les rivalités militaires s'enflamment dans le monde entier. Avec la guerre sanglante en Ukraine, les affrontements militaires dans les airs et dans les mers autour de Taïwan, et une nouvelle vague de conflits entre les puissances régionales, les acteurs impérialistes sombrent dans la barbarie sanglante et jouent avec les menaces de guerre nucléaire.

Ces manœuvres compétitives sur la scène géopolitique sont des expressions de la crise totale du capitalisme. Les principales lignes du conflit impérialiste suivent la lutte réelle pour le pouvoir économique et la position.

Les puissances impérialistes sont de plus en plus désespérées et se lancent dans des confrontations de plus en plus intenses. Le contrôle des principales artères commerciales et des positions militaires stratégiques (détroits de Taïwan, détroits d'Ormuz, mer de Chine méridionale, mer Arctique, etc.) sont désormais des lignes de faille prêtes à éclater en guerre impérialiste.) sont désormais des lignes de faille prêtes à éclater en cas de guerre impérialiste. Les États-Unis contrôlent une chaîne d'îles allant du Japon à Taïwan, empêchant militairement la Chine d'accéder à la haute mer et coupant les routes commerciales mondiales cruciales en cas de guerre. Les États-Unis savent que Taïwan est le maillon faible de cette chaîne et ont intensifié leur rhétorique et leur présence militaire. Que ce soit par le biais de Biden qui déclare ouvertement qu'ils défendent Taïwan, de la visite de Pelosi qui vante les mérites de la démocratie ou des navires de guerre américains et canadiens qui naviguent dans le détroit, les États-Unis montrent qu'ils sont prêts à mettre le paquet.

De leur côté, dans le cadre de cette rivalité impérialiste, l'initiative chinoise "ceinture et route" cherche à lier l'extraction des ressources mondiales à la fabrication chinoise. Cette initiative est liée à l'objectif à long terme de la Chine de supplanter les institutions dirigées par les Américains en tant que pôle mondial de la finance et de la production. Les États-Unis et l'Europe y voient depuis longtemps une menace pour leur emprise sur l'économie mondiale. Ils répondent par des exportations massives de capitaux, notamment par un plan du G7 visant à investir 600 milliards de dollars en Afrique pour asseoir leur domination politique et économique.

L'ordre financier d'après-guerre dirigé par les Américains est attaqué. Au début de cette année, la Chine a proposé au gouvernement saoudien d'échanger du pétrole en yuan, ce qui remplacerait l'accord de longue date selon lequel le pétrole saoudien est vendu exclusivement en dollar américain. L'utilisation massive du dollar dans le commerce et les opérations de change est un pilier de la puissance américaine au Moyen-Orient et dans le monde. Il ne fait aucun doute que les États-Unis feront tout pour maintenir leur emprise sur le cou du commerce mondial.

L'horrible guerre d'aujourd'hui en Ukraine est l'expression la plus flagrante de l'impérialisme. Alors que les experts occidentaux décrivent Poutine comme un fou irrationnel, sa folie est le véritable produit de la crise du capitalisme impérialiste. La Russie est terrifiée par les attaques sur les fronts militaires et économiques, de la vulnérabilité des steppes eurasiennes aux chars de l'OTAN

à l'expansion de la zone euro en Ukraine. L'Ukraine est un élément fondamental du capital russe depuis l'époque des Tsars.

Si la Russie ne parvient pas à reconquérir les centres manufacturiers de l'Est, la vaste production agricole du pays et son infrastructure gazière essentielle, elle ne sera plus en mesure de rivaliser avec ses rivaux occidentaux, bien plus puissants. Leur invasion de l'Ukraine est le résultat sanglant de la concurrence et de la crise capitalistes.

La guerre en Ukraine marque une nouvelle phase dans la rivalité entre les grandes puissances capitalistes. Le "nouvel ordre mondial" qui a émergé de l'effondrement du bloc de l'Est, dans lequel toutes les grandes puissances militaires et économiques étaient (sur le papier) alignées les unes sur les autres, a complètement cédé la place à la course à la guerre. Les tensions entre la Russie et l'OTAN en Europe et entre la Chine et l'OTAN en Asie ne peuvent que s'intensifier, car la situation économique mondiale fait de chaque conflit un tout ou rien.

La crise actuelle du capital est au cœur de la lutte économique et politique inter-impérialiste. Chaque État s'efforce de mobiliser toutes les ressources disponibles pour éviter la récession qui s'annonce. Les marchés boursiers mondiaux sont en baisse, tandis que l'inflation, qui s'attaque partout au niveau de vie de la classe ouvrière, menace la reproduction économique capitaliste. Le taux annuel d'inflation s'élève à 8,3 % aux États-Unis et à 7 % au Canada. Bien que le prix de l'essence diminue, l'inflation f augmente. De grandes entreprises comme Fedex font état d'un déclin de leurs activités et d'une baisse de la demande au milieu de l'incertitude économique, montrant à quel point la "reprise post-covid" était un mirage, portant avec elle la graine de la crise capitaliste qui est en train de germer.

En réponse, la grande majorité des États bourgeois augmentent rapidement leurs taux d'intérêt, de trois quarts de pourcentage à la fois. Sous la houlette de la Réserve fédérale de Jay Powell, on compte 25 banques centrales qui augmentent leurs taux d'intérêt pour une banque centrale qui diminue les siens. En augmentant le prix des prêts, elles espèrent ralentir le rythme de l'activité économique, ce qui fera baisser la demande globale et donc les prix.

Cependant, la situation économique actuelle n'est pas celle d'une croissance mondiale à un rythme effréné. L'économie est au point mort, sortant d'une crise de production provoquée par la pandémie de COVID-19. En fait, la soi-disant économie réelle est restée bloquée avec de faibles taux de profit au début de la pandémie, à peine soutenue par les politiques financières établies pendant la crise de 2008. Maintenu en vie grâce à l'assouplissement quantitatif et aux rachats d'actions par les entreprises, l'économie s'orientait déjà vers une autre expression de sa crise chronique.

La crise à laquelle nous sommes confrontés de plein fouet aujourd'hui a été provoquée par le verrouillage de secteurs majeurs de l'économie, limitant la production. Alors que le secteur productif était confronté à une sérieuse baisse de la production et à des chaînes d'approvisionnement mondiales resserrées par des tactiques logistiques de type "juste à temps", le capital s'est déplacé vers des investissements financiers et immobiliers spéculatifs afin

de récupérer ses pertes et de maintenir sa rentabilité. L'activité spéculative a absorbé une part massive de la soi-disant "croissance" ; le secteur du logement a constitué 43 % de la croissance du PIB canadien au premier trimestre de 2022. Pendant ce temps, d'innombrables sociétés liées à l'"économie réelle" ont poursuivi leurs activités tout au long de la pandémie avec des taux de profit négatifs, animées comme une marionnette par des marchés boursiers forts et des taux d'intérêt bas. Ce n'était qu'une question de temps avant que les luttes du secteur productif et de ses "sociétés zombies" ne se retournent contre la finance, provoquant une crise généralisée du capital.

La crise du capitalisme et de son recours à l'impérialisme s'est aggravée depuis la fin du dernier cycle d'accumulation dans les années 1970, mettant fin au soi-disant "âge d'or du capitalisme". Depuis lors, le capitalisme dans son ensemble a contourné la crise par divers moyens : politiques monétaires centrales, déplacement de l'industrie vers des marchés de main-d'œuvre bon marché, réorganisation de la production et assaut généralisé sur les conditions de vie des travailleurs. Cependant, ces mesures n'ont fait qu'enfoncer le clou et aggraver la crise. Le développement de la production capitaliste entraîne une baisse des taux de profit, ce qui accentue la tendance à la crise. Bien qu'elles ne s'en rendent pas compte consciemment, les différentes puissances impérialistes sont de plus en plus contraintes de recourir à la guerre à mesure que la sphère de la concurrence économique se resserre.

Le boom de l'après-guerre a été rendu possible par la vaste destruction du capital mondial pendant la guerre, ce qui a permis aux États-Unis, épargnés par l'invasion, d'émerger en tête de la hiérarchie impérialiste. En 1945, ils contrôlaient pas moins de 48% de l'ensemble du capital mondial. Depuis lors, la position américaine n'a cessé de se dégrader, en commençant par la réémergence du Japon et de l'Allemagne dans les années 1960 et en s'intensifiant avec la montée en puissance de la Chine. Alors que l'Allemagne et le Japon sont restés sous le parapluie de la puissance politique et militaire américaine (et se rallient de plus en plus derrière elle), la Chine est devenue un concurrent indépendant sérieux.

Avec la deuxième plus grande économie du monde, la plus grande population et des secteurs industriels et technologiques florissants, la Chine a la capacité de supplanter les États-Unis comme principale puissance mondiale. En s'appuyant sur sa collection croissante de ports dans les océans pacifique et indien dans le cadre de son initiative ceinture et route, la Chine a rassemblé des forces navales désormais capables de défier la flotte américaine du Pacifique. En outre, de plus en plus de nations disposant de ressources vitales se tournent vers l'influence économique chinoise. Les politiques de la Chine ont donné naissance à un collier de perles d'influence économique qui traverse l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Et maintenant, aux cauchemars de Washington, la Chine envisage ouvertement de défier le dollar américain, le pilier de pouvoir le plus protégé des États-Unis. Conscients de cette menace, les États-Unis provoquent de plus en plus de conflits avec leurs

rivaux pour freiner leur ascension.

Face à sa propre crise profonde, la classe capitaliste n'a qu'un seul message à adresser à la classe ouvrière mondiale : serrez-vous la ceinture et en avant, marche ! Le déchargement de leurs pertes sur les travailleurs et la rivalité impérialiste sont les deux solutions à la crise que la classe dirigeante a formulées.

Avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, les patrons étaient engagés dans une attaque généralisée contre notre classe. Lorsque les lockdowns ont été levés et que la demande sociale de travail est revenue, une nouvelle normalité a été introduite, les patrons cherchant désespérément à compenser leurs pertes. Le travail a été accéléré, les salaires réels ont baissé, le capital a inondé le marché du logement et les loyers ont grimpé en flèche, les contrats de travail ont été laissés en suspens et les grèves dans les secteurs clés ont été déclarées illégales sous le couvert de l'unité nationale, consciencieusement défendue par les syndicats.

En réponse à cette détérioration des conditions, la classe ouvrière a entrepris des actions de grève dans toute l'Amérique du Nord. Les travailleurs ont fait la grève contre les longues heures de travail et les horaires chaotiques au Port de Montréal et à l'usine Frito-Lay au Kansas, tandis que dans les garderies du CPE au Québec et au Casino de Montréal, les travailleurs ont lutté contre les augmentations rapides de loyer et les coûts croissants de l'épicerie. Dans chacune de ces luttes, le syndicat a joué un rôle dans leur sabotage en détournant les actions de grève entre plusieurs syndicats et en retardant les grèves afin que l'État patronal puisse facilement les faire cesser.

L'assaut généralisé auquel la classe ouvrière a été confrontée afin de garantir les profits ne fera que s'intensifier à mesure que le capitalisme s'effondrera. Alors que la fuite financière vers les actifs spéculatifs se révèle être une impasse, le capital sera confronté à son problème systémique de faible rentabilité, aggravé par l'inflation des coûts de production. À l'instar du krach Volcker des années 1970, la hausse des taux d'intérêt centraux mondiaux provoquera une récession encore plus forte afin de remettre l'économie sur les rails. Il est difficile de trouver un seul économiste avec des perspectives optimistes pour l'année à venir ! L'intérêt de déclencher le krach par des taux d'intérêt élevés est de faire baisser encore plus les salaires et d'augmenter le chômage, c'est-à-dire de frapper encore plus durement la classe ouvrière. La seule solution du capital à sa propre logique est la crise capitaliste.

Avec l'intensification de l'impérialisme et le crash à venir, le capital perd tout prétexte de négociation.

Comme l'ont montré les cheminots américains et les travailleurs du pétrole de la mer du Nord britannique et norvégienne, aucun grief de la classe ouvrière ne peut être autorisé à bloquer l'effort de guerre pour les patrons. Toutes ces grèves ont été déclarées illégales, implicitement ou directement, en raison de la préparation des États à la guerre. Pour la classe ouvrière, prendre parti dans cette lutte de vie ou de mort entre l'OTAN et la Russie serait une capitulation complète de sa position de classe indépendante, car toute lutte intérieure sera considérée comme une

entrave à l'effort de guerre.

La classe ouvrière doit répondre à l'aggravation de la crise, à l'attaque des patrons contre les conditions des travailleurs et à l'escalade du conflit impérialiste par sa propre lutte indépendante sur une base politisée. Tirant les leçons des différentes grèves liées à la COVID, il est nécessaire pour la classe ouvrière de sortir de la domination syndicale et de généraliser ses luttes au-

delà des secteurs. Ce n'est que de cette manière qu'elle pourra lutter efficacement contre sa situation désastreuse. Cette situation globale du capitalisme et la lutte économique isolée des travailleurs pendant la pandémie révèlent la nécessité pour la classe ouvrière de se constituer en tant que classe à travers un parti communiste mondial. Aujourd'hui, l'émergence d'un tel parti semble bien lointaine. Mais

reléguer cette tâche à une situation historique détachée des luttes réelles de la classe ouvrière et du travail réel des révolutionnaires aujourd'hui serait de rester les bras croisés et ne pas comprendre que le parti est à la fois un produit et un agent de la lutte des classes.

En réponse à cette situation désastreuse, nous participons à l'initiative No War But the Class War (Pas de guerre

sauf la guerre de classe) comme un moyen pour les révolutionnaires de lutter pour la perspective internationaliste au sein de notre classe. Grâce à cette initiative et à notre travail pratique, nous espérons intervenir dans la lutte réelle dans nos localités et les amener à une base politique contre les patrons et leur volonté de guerre. Le choix du capitalisme est clair ! La révolution ou la guerre, le communisme ou l'extinction.

Les affaires selon la Loi d'urgence : Grève à l'usine Achema en Lituanie

Le 8 février, 100 travailleuses et travailleurs du complexe chimique Achema à Jonava, en Lituanie, ont voté en faveur d'une grève pour négocier une convention collective. Ce complexe est l'un des moteurs économiques des pays baltes, contribuant à 3,4 % du PIB du pays. La grève a marqué un tournant dans la lutte des classes en Lituanie, étant la première dans une entreprise privée dans la période post-soviétique du pays. Malgré le soutien des travailleuses travailleurs de tout le pays et de l'étranger, elle a été stoppée net par la guerre en Ukraine. Le gouvernement fédéral a institué des mesures de guerre qui ont effectivement suspendu toute action de grève. Dans un contexte de crise du coût de la vie mondialisée, de refus massif de reprendre le travail et de menace de récession généralisée, la classe capitaliste utilise tous les outils possibles pour préserver son ordre moribond. Les travailleuses et travailleurs d'Achema nous démontrent la poursuite de la lutte des classes après le carnage stalinien et comment les intérêts de la classe ouvrière sont en contradiction avec les exigences de la guerre impérialiste.

Le complexe est situé dans la banlieue de Kaunas, la deuxième plus grande ville de la Lituanie. Achema a été construit peu après la Seconde Guerre mondiale pour produire des engrais à base de nitrate, un produit clé de l'agriculture européenne. Depuis lors, elle s'est transformée en une ville-usine, comprenant de multiples usines, des écoles, des cliniques privées et des équipes sportives. Employant quelque 1 200 travailleuses et travailleurs, dont un tiers sont syndiqués, il constitue un élément essentiel de l'économie lituanienne. Le complexe a également acquis une notoriété en tant qu'environnement particulièrement dangereux, étant le site d'accidents répétés depuis les années 70. L'année 1989 a vu la plus grande catastrophe, causée par un défaut de construction des mécanismes de sécurité isothermes. Le dysfonctionnement a provoqué une explosion qui a laissé échapper près de 7 500 tonnes d'ammoniac liquide sous la forme d'un gigantesque nuage toxique. La catastrophe a coûté la vie à sept personnes et fait des milliers de blessés. Malgré (ou peut-être à cause) de ses innombrables dangers, la centrale est restée rentable après sa privatisation après l'effondrement de l'Union soviétique.

Achema était donc quelque peu unique parmi les entreprises de la période soviétique et des années suivantes. Après la libéralisation, elle a conservé son syndicat de l'époque soviétique alors que beaucoup d'autres ont été dissous en raison de leurs liens directs avec l'ancien parti communiste. Le syndicat des travailleuses et travailleurs d'Achema (ADPS) s'est targué de divers privilèges pour les travailleuses et travailleurs, notamment des services de santé privés, des vacances à l'étranger, ainsi que des garanties de vacances. Toutes ces conditions étaient garanties par des conventions collectives renouvelées périodiquement.

Le succès de l'usine après la libéralisation l'a fait apparaître comme l'enfant modèle de la Lituanie moderne. Le propriétaire de la société mère de l'usine, Bronislovas Lubys, était un ancien ingénieur du complexe. Il était

considéré par beaucoup comme un "self-made man" qui faisait passer les travailleuses et travailleurs en premier tout en garantissant des bénéfices aux actionnaires. Comme tous les contes de fées, la magie tombe en poussière à minuit, ou dans ce cas, en 2019. Après la mort de Lubys, les actionnaires ont rejeté le renouvellement des conventions collectives pour la première fois dans l'histoire de l'usine. Le rejet de l'accord a été aggravé par les difficultés économiques imprévues de la pandémie de COVID-19. Les salaires moyens du complexe ont diminué entre 2020 et 2022, tandis que les prix mensuels de l'énergie ont augmenté de 28 %, avant que la guerre en Ukraine ne fasse exploser le coût de la vie.

Les signes étaient clairs : les travailleuses et travailleurs ne pouvaient pas rester sans rien faire et devaient prendre les choses en main sous la forme d'une grève. La principale revendication du syndicat, l'ADPS, était de signer une nouvelle convention collective. Les points principaux étaient l'indexation des salaires sur le taux d'inflation, ainsi que des primes salariales sous forme de bénéfices annuels. Elle exigeait également la fin des pressions exercées sur les travailleuses et travailleurs pour qu'ils fassent des heures supplémentaires illégales afin de compenser les pénuries de main-d'œuvre. La grève a donc débuté le 8 février. Les grévistes étaient principalement des travailleuses et travailleurs chargés de la sécurité électrique et de l'inspection des équipements. La grève a attiré l'attention des médias, ainsi que le soutien du Syndicat du 1er mai (GIPS), de la Confédération lituanienne des syndicats (LPSK) et de la Fédération lituanienne des syndicats de l'industrie (LPPSF). Elle a également attiré l'attention internationale au sein de l'UE, avec le soutien d'IndustriAllEurope, de l'Union européenne des services publics et de l'Union syndicale fédérale. Encouragés par les travailleuses et travailleurs d'Achema, les travailleurs des transports publics de Vilnius (VVT) ont voté la grève en réponse à la rupture par le gouvernement municipal d'une convention collective datant de 2018. Cependant, tous les travailleuses et travailleurs d'Achema n'étaient pas favorables à l'action de grève menée par le syndicat. Les entretiens ont clairement montré qu'il existait une divergence entre la direction du syndicat et les chefs d'atelier lorsqu'il s'agissait de demander des augmentations de salaire, ce qui a tenté d'écarter les véritables demandes des travailleuses et travailleurs. La recrudescence et le soutien de ces grèves révèlent un militantisme de classe général et la tentative désespérée des syndicats de le maintenir dans la sphère de l'État capitaliste.

Le sort des travailleuses et travailleurs d'Achema est considérable pour la Lituanie et pour les pays post-soviétiques. Non seulement elle démontre la nécessité d'une action organisée et indépendante de la classe ouvrière, mais elle montre également que l'héritage stalinien n'a pas pu éteindre le potentiel d'action des travailleuses et travailleurs. Les travailleuses et travailleurs lituaniens conservent un sens de l'action et la volonté de l'exercer en opposition aux exigences de la classe dirigeante. Les grèves s'inscrivent dans la continuité du

militantisme ouvrier dans la grande région, depuis la révolution russe et la célèbre grève de l'usine d'électrolocomotives de Novotcherkassk (NEVZ) en 1962. À l'époque, tout comme aujourd'hui, les travailleurs étaient contraints de produire davantage alors que leurs salaires s'effondraient. Comme toujours, oser refuser les exigences de la classe dirigeante, que ce soit au sein du Politburo ou ailleurs, comportait un péril mortel. Le gouvernement soviétique a fauché les grévistes de Novotcherkassk, laissant 26 morts enterrés dans des fosses secrètes, 87 blessés et des centaines d'autres arrêtés.

Ailleurs, les actions des dockers de Gdansk dans les années 70 ont prouvé que le militantisme ne peut pas être contenu par l'apaisement. Se rebellant dans des conditions similaires à celles des NEVZ, des centaines de travailleuses et travailleurs sont descendus dans la rue pour faire grève contre la baisse des salaires et l'augmentation du coût de la vie, refusant l'appel à la désescalade lancé par le Parti uni des travailleurs. L'agitation qui s'ensuit est brutalement réprimée par la soi-disant Armée populaire et la Milice des citoyens. L'histoire de ces conflits montre une lignée de militantisme ouvrier: Achema est qu'un des cas permis la myriade d'actions dans le cadre de la lutte des classes.

Contrairement aux grévistes de NEVZ et aux dockers de Gdansk, les travailleuses et travailleurs de l'usine chimique « Achema » n'ont pas été abattus par des coups de feu, mais par l'irruption de l'impérialisme en Ukraine. La Lituanie, en tant que proche alliée du pays, membre de l'OTAN, et limitrophe de l'exclave russe de Kaliningrad, a déclaré que l'invasion constituait une menace pour la sécurité. Le président, Gitanas Nausėda, a imposé un décret d'urgence officiel, interdisant toute action de grève pour une période indéfinie. Pire encore, la société mère d'Achema a annoncé une série de licenciements visant 5 % de sa main-d'œuvre, a déplacé les bureaux du syndicat hors du site et a suspendu la production jusqu'en décembre au moins, en invoquant la hausse des prix de l'énergie. Cependant, il est clair que ces licenciements n'étaient rien d'autre qu'une attaque transparente contre des travailleuses et travailleurs militants. Le parlement lituanien ("Seimas") a annoncé un plan énergétique pour les mois à venir, qui crée une réserve d'énergie spécialisée pour que l'usine puisse reprendre sa production. Les représentants syndicaux d'Achema ont

déclaré que la grève reprendrait dès que le décret serait levé, mais cela ne fait que repousser la lutte dans un avenir lointain. La déception est également aggravée par le nouveau budget de l'État. La promesse pathétique d'une augmentation de 14% du salaire minimum pour l'année prochaine est de mauvais augure pour les travailleuses et travailleurs d'Achema et pour beaucoup d'autres qui ont été déçus par leur dépendance vis-à-vis du syndicat. Les augmentations contractuelles liées aux augmentations du salaire minimum, telles que celles du nouveau budget, ne sont garanties que par une convention collective, les employeurs n'ayant aucune responsabilité légale d'augmenter les salaires dans le sillage d'un nouveau plan budgétaire. Ces résultats démontrent que la confiance dans les syndicats ne peut mener les travailleurs que jusqu'aux limites de l'État capitaliste.

À mesure que la guerre progresse, l'intensité des attaques des patrons contre les travailleuses et travailleurs devient plus fréquente et plus sévère. Les tribunaux ukrainiens ont récemment fait passer la loi 2136 et la loi 5371, permettant aux employeurs de contourner complètement les lois nationales sur le travail. L'État ukrainien montre clairement que même lorsque les travailleurs ne sont pas envoyés au front, ils restent des pions jetables pour le capital. Les travailleurs russes sont également écrasés par le même double conflit. Une grève spontanée a éclaté en juin à l'usine de compresseurs Ural à Ekaterinbourg, menée par des centaines de travailleuses et travailleurs pour plus de 20 millions de roubles de salaires impayés. La récente mobilisation partielle et l'ampleur de la manne des combustibles fossiles récoltée par l'État russe après la sanction représentent un danger urgent pour les travailleuses et travailleurs des deux côtés du conflit. La grève d'Achema nous donne un aperçu de la nécessité pour les travailleurs de lutter par leurs propres moyens et de s'opposer à la guerre impérialiste sur cette base. Ce n'est que par l'action en tant que classe et la formation d'une nouvelle internationale des travailleurs permettant le renversement du capitalisme que les travailleurs pourront s'émanciper. Alors que la guerre en Ukraine continue de dégénérer en un conflit impérialiste généralisé, cette nécessité devient de plus en plus pressante comme seul antidote à l'éternel conflit et à la marche nécrotique du capitalisme.

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: <https://www.facebook.com/Klasbatalocollective>

Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: <http://www.leftcom.org/fr>